

**A PROPOS DE QUELQUES CONSEQUENCES NEGATIVES D'UN DEVELOPPEMENT
PAR POLE :**

LE CAS DE LA ZONE INDUSTRIELLE D'ARZEW

**Par : M. MEKIDECHE
Zone Industrielle d'arzew**

INTRODUCTION

Beaucoup de travaux ont été consacrés à l'analyse des effets "entraînants" d'une localisation "agglomérée" des investissements dans un pôle industriel.

Ces travaux ont été surtout faits pour fonder une stratégie du développement par pôles industriels.

Ils renvoient, au plan théorique, aux analyses produites par F. PERROUX et après lui De BERNIS. On a aussi parlé beaucoup des effets "structurants" et industrialisants des pôles. A la faveur du débat démocratique sur le bilan économique de la décennie écoulée, il serait bon d'évoquer avec vous quelques conséquences négatives d'un développement par pôle en s'appuyant surtout sur le cas de la Zone Industrielle d'ARZEW. Il faut néanmoins noter pour faire justice aux deux économistes cités plus haut que les déséquilibres engendrés par une industrialisation concentrée et intensive ont été évoqués dans certains de leurs travaux.

F. PERROUX précise ainsi que "le pôle implanté (...) déplace des mains d'oeuvre et les sépare de leurs unités originaires sans leur procurer nécessairement un nouvel encadrement social" (1). Quant à De BERNIS, il fait remarquer que "le processus d'industrialisation échouera tout autant si les grandes masses de la population y voient un simple phénomène technique sans aucune influence ni immédiatement, ni à terme sur les problèmes fondamentaux".

Notre propos est d'apporter une modeste contribution à l'évaluation de l'impact du fait industriel, à partir de deux angles d'analyse.

Le premier est en rapport avec les surcoûts découlant de la gestion des risques industriels résultant eux-même de la concentration de l'investissement dans la Zone Industrielle d'ARZEW.

Le second est plus en rapport avec les préoccupations qu'évoquent les deux auteurs que j'ai cités, à savoir le déséquilibre dans la relation habitat travail.

A PROPOS D'UNE PREMIERE CONSEQUENCE NEGATIVE : L'ECONOMIE DES RISQUES INDUSTRIELS DANS LA ZONE INDUSTRIELLE D'ARZEW.

La sécurité industrielle s'analyse comme contrainte sous un triple point de vue :

- par les surcoûts qu'elle engendre du fait de l'évolution des réglementations de sécurité dans les installations de stockage et de traitement des hydrocarbures (équipements supplémentaires de prévention et moyen d'intervention) (2),
- par les risques accrus qu'engendrent les effets "d'agglomération" des installations d'hydrocarbures dans des espaces restreints tels que les zones industrielles,
- par la nécessité de protéger l'environnement des effluents atmosphériques, liquides et solides, rejetés par les installations industrielles.

L'économie des risques industriels présente un intérêt particulier dans notre cas car la concentration spatiale des investissements si elle est due en partie à des contraintes techniques (économie d'échelle sur les infrastructures de réception et d'expédition, field stocks, etc...) n'en renvoie pas moins à la mise en oeuvre d'une stratégie industrielle s'appuyant sur les "pôles de croissance" (Arzew, Skikda, Annaba).

L'illustration de cette contrainte à partir de la Zone Industrielle d'ARZEW, est certainement valable pour Skikda où sont localisés les mêmes types de risques (3) mais aussi pour les zones industrielles de Hassi-Messaoud et Hassi-R'Mel et la plateforme pétrochimique de Annaba.

Economie des risques industriels dans la Zone Industrielle d'ARZEW

La place de la zone industrielle d'Arzew est importante à double égard :

1. En tant que terminal pour les produits liquides ou gazeux, bruts ou transformés destinés au marché national ou à l'exportation par un port pétrolier et un port méthanier.

2. En tant que centre de valorisation des hydrocarbures dans les complexes de raffinage, de pétrochimie, de liquéfaction.

L'éventualité de la perte de la zone industrielle n'est pas de probabilité nulle. Elle est à évaluer si l'on considère les 3 500 ha sur lesquels sont rassemblés 2,5 milliards de dollars en investissement et 650 millions de dollars pour les pipes qui y sont associés. Vers 1985, si les projets envisagés sont retenus et réalisés (GL3/Z et Jumbo GPL) on se trouvera en présence de 6 milliards de dollars d'investissements.

Il faut ajouter à cet investissement énorme, un revenu annuel de 2,5 milliards de dollars/an (en 1978) et qui sera sans doute de l'ordre du triple en 1985 (à dollars constants 1978). Ce qui correspond au tiers du revenu global du pays. Donc ce qui caractérise la plateforme industrielle d'Arzew c'est :

- Le montant énorme de l'investissement à sauvegarder en termes matériels mais surtout en termes de sauvegarde des collectifs de travail (leur intégrité physique et la capitalisation de leur savoir faire),
- L'importance des revenus à assurer de façon sûre et continue pour l'accumulation de l'Algérie.

En regard de cela, les risques sont relativement plus importants que dans des installations similaires dans le monde du fait de :

- La diversité des produits à caractère volatil : GPL, GNL, Ammoniac,
- Les concentrations des installations de stockage et de traitement des hydrocarbures sur 3 500 ha (4),
- Les installations portuaires d'hydrocarbures liquides et gazeux à fort trafic (pétroliers, méthaniers, butaniers, etc...),
- La concentration et le volume du parc de stockage qu'atteindra vraisemblablement vers 1983 de stockage de 2 millions de m³ de produits liquides ou réfrigérés (5),
- La sismicité non négligeable dans la région d'Oran.

Il y a, à travers les industries d'hydrocarbures dans le monde, des exemples récents qui montrent concrètement les risques réels encourus par ces branches (6). Si par malheur, un accident du même genre se produisait dans la zone industrielle

d'Arzew (7), la perte immédiate pour l'Algérie pourrait s'élever à 1 milliard de dollars et l'on ne doit pas écarter l'éventualité de pertes plus importantes par effets induits (proximité des autres complexes).

Des pertes supplémentaires vont s'introduire si l'on considère les pertes en revenus du fait de l'arrêt des exportations et le nouveau coût des équipements (inflation).

La gestion de ces risques amène donc à s'interroger sur les normes de coûts acceptables en matière d'investissement de sécurité industrielle pour élaborer un programme de prévention. Il est généralement admis, dans les hydrocarbures, une norme de 3 à 5 % de l'investissement total.

Cependant cette norme sera certainement majorée pour plusieurs raisons.

Dans les premières installations "clés en mains" les aspects de sécurité ont été sous-estimés, voire non pris en compte par les désigner-constructeurs pour des raisons évidentes de surprofits. L'amélioration de la sécurité des installations existantes se traduit par des surcoûts de désign, d'équipements et d'immobilisation de l'appareil productif.

Dans les complexes de liquéfaction et de GPL, l'expérience a montré que les risques d'épandage du GNL et de GPL - du fait des technologies traditionnelles de construction des bacs - n'étaient pas minimes (8). De ce fait les technologies de construction des bacs de stockage ont évolué dans le sens d'une sécurité accrue : double paroi d'acier au carbone, mur en béton précontraint pour éviter l'épandage en cas de rupture (9).

Les bacs de stockage constituant l'un des postes les plus coûteux d'un projet de GPL et de GNL, on mesure aisément l'ampleur des surcoûts additionnels à supporter.

Enfin la standardisation des équipements fixes et mobiles de sécurité des complexes construits suivant des engineerings et des procédés de diverses nationalités va forcément engendrer d'autres surcoûts (10).

Il apparaît bien, au terme de cette analyse que cette concentration industrielle est aussi une concentration de risque qui se traduira forcément par des surcoûts en matière de sécurité industrielle.

Le prix en charge d'un tel risque industriel, en réponse aux besoins énergétiques

des pays consommateurs, ne renvoie t-il pas à une forme particulière d'extraction de surplus ? (11).

LE DESEQUILIBRE DE LA RELATION HABITAT-TRAVAIL

Ce déséquilibre tire son origine dans la contradiction entre la base productive moderne et l'altération de l'espace de reproduction de la force de travail, c'est à dire l'espace urbain.

Cet espace urbain surchargé et dégradé est souvent éloigné des lieux de travail de plusieurs dizaines de kilomètres.

Ainsi une étude fait ressortir que le quart du personnel de la division PGR de Sonatrach (à travers les villes du pays où elle est implantée) habite dans un rayon variant entre 35 et 45 km et seulement 30 % de l'effectif habite dans un rayon inférieur à 5 km.

Dans la zone industrielle d'Arzew il est connu que la situation est encore plus grave : c'est plus de la moitié des effectifs (53 %) qui résident entre 35 et 45 km du lieu de travail.

On mesure l'ampleur du problème pour la population ouvrière postée dont les conditions de vie dans cet espace urbain altéré ne permettent pas la reconstitution suffisante de leur force de travail.

A cela s'ajoutent des capacités de transport médiocres en quantité et en qualité. (12).

En attendant la mise en oeuvre de programmes d'urbanisation nouvelle qui vont optimiser la relation habitat-travail (13), le retour à la semaine de cinq jours, pour cette catégorie de collectifs tout au moins, diminuerait sans doute le taux d'absentéisme et la mobilité enregistrée (taux de turn over variant de 10 à 15 % dans la zone industrielle d'Arzew).

Cette situation crée un terrain pour la ponction des franges qualifiées de la force de travail à la fois par le secteur privé parasitaire et les sociétés multinationales opérant dans le golfe arabe notamment.

Les déficits en logements

Les débats actuels sur l'orientation du prochain plan qui ressortent notamment de la résolution de la 2ème session du comité central du FLN sont marqués par la volonté d'opérer un traitement exceptionnel et prioritaire du problème de l'habitat en Algérie. En effet, c'est un lieu commun de dire que le problème d'habitat constitue une véritable "barrière" dans le développement de l'Algérie. Il est bon cependant de rappeler en quoi, pour la partie de la classe ouvrière algérienne concernée ici, il consiste et les tendances qui le caractérisent. La nécessité pour le secteur des hydrocarbures d'un traitement particulier et prioritaire de ce problème est à faire en urgence sans quoi les risques de perturbation dans le fonctionnement de sa base productive vont augmenter considérablement. Un traitement exceptionnel et particulier a pu être fait pour la préoccupation de logement de l'assistance technique par importation de logements préfabriqués dont les coûts grèvent les prix de revient de l'homme mois (40 000 dollars le logement importé en 1978, non compris les travaux de génie civil). Ce problème n'est pas insurmontable par conséquent, il suffit de lui accorder la priorité.

Le déficit actuel du secteur des hydrocarbures est de l'ordre de vingt mille logements si l'on se réfère aux travaux du groupe de planification infrastructures et environnement du ministère de l'énergie et des industries pétrochimiques (14). Cette évaluation est fondée d'une part sur les statistiques du parc immobilier de Sonatrach qui donnent, selon les sources citées plus haut, cinq mille cinq cents logements. Elle est fondée d'autre part sur une estimation des besoins du collectif du secteur.

LA RELECTURE DU SCHEMA D'INDUSTRIALISATION : UNE NECESSITE

Une "relecture" du schéma d'industrialisation, à travers l'analyse du procès de travail, est donc à faire en Algérie.

Elle ferait apparaître d'abord les effets de la sous-estimation de la couverture de ce que F. PERROUX appelle les "coûts de l'homme" dont nous avons les effets pénalisants sur la force de travail du secteur des hydrocarbures. Mais elle ferait apparaître surtout les véritables choix de classe masqués par l'effort industrialiste et qui apparaissent de plus en plus. Dans le procès d'industrialisation de l'Algérie, il a été plus mis l'accent sur la base matérielle productive

que sur ceux qui la mettent en oeuvre, alors que nous savons que "toute formation de capital fixe est d'abord création d'un procès de travail industriel" (15).

Nous pouvons noter en particulier, la sous-estimation planifiée des besoins sociaux par les deux premiers plans quadriennaux. Cette sous-estimation s'est reportée - en termes d'aggravation de l'inefficience du système productif en particulier parce que "la section des moyens de consommations n'a pas seulement une fonction de subsistance de la population mais porte partiellement sur la reproduction des collectifs de travail" (16).

Notre propos est de dire que cette "priorité très marquée dans l'affectation des ressources à l'investissement au détriment des besoins sociaux" (17) de la classe ouvrière et des larges masses en général n'est pas simplement due à un choix technique d'allocation de ressources.

Elle reflète davantage les intérêts - au moment de ces choix - des couches dominantes de la EES algérienne, formation économique et sociale caractérisée à l'époque par une classe ouvrière numériquement et politiquement encore faible.

Aussi nous proposons de relire la problématique perrouxienne de l'industrialisation et d'examiner ce qui a été retenu dans la pratique algérienne.

F. PERROUX définit l'industrialisation de façon négative :

- "L'industrialisation n'est pas la mise en place d'une collection, si nombreuse soit-elle, d'entreprises juxtaposées les unes à côté des autres" ;

et de façon positive :

- "L'industrialisation est un processus long de restructuration de tout un ensemble économique et social sous la pression d'un ensemble cohérent de machines".

Cependant, il semble, si l'on en juge l'ampleur des problèmes sociaux actuels et les contraintes que subissent les collectifs de travailleurs, que l'effort de développement a surtout porté sur la mise en place "d'un ensemble cohérent de machines".

Par rapport à ces formes d'industrialisation, la classe ouvrière algérienne prend de plus en plus conscience de la nécessité d'organiser ses luttes autour d'un réexamen des objectifs prioritaires de développement.

C'est ainsi que le mouvement syndical, en Algérie, lie systématiquement, depuis son dernier congrès (18), le débat sur la productivité avec "la prise en charge des problèmes sociaux professionnels des travailleurs". Cette prise de conscience des enjeux d'une lecture dogmatique de l'industrialisation a en fait suivi la pratique des luttes de la classe ouvrière : mouvements de grève, y compris dans le secteur public de l'été 1977.

Le dernier message sur l'état de la nation du Président Boumédiène, indiquant que le moment est venu de mettre davantage l'accent sur des équipements sociaux et notamment l'habitat, l'accent mis sur l'amélioration des conditions de vie par la résolution de politique générale du 4ème congrès du FLN, et plus récemment encore les orientations du Président Chadli Bendjadid de "résoudre les problèmes concrets des travailleurs", marquent le souci de consolider l'adhésion des larges masses au projet développement autonome de l'Algérie.

Cette relecture du schéma d'industrialisation est au centre des débats sur les orientations du prochain plan quinquennal :

Cette évaluation se fera sans doute en tant que critique des "utilisations mécanistes et réductrices" du concept d'industrialisation.

Bien que les excès de Boukharine aient été analysés depuis longtemps et sont connus, l'histoire répète les mêmes erreurs.

C'est ce que Judet constate en disant :

- "L'Algérie marque une pause qui se prolonge et qui donne l'occasion de déballer - courageusement - au grand jour les problèmes sociaux non résolus ou aggravés par un rythme d'industrialisation d'une intensité rarement atteinte !" (19).

Il faut cependant pousser plus loin l'analyse pour bien cerner l'enjeu que nous rappelle Palloix et que nous reprenons :

- "La dialectique sociale qui sous tend et tend le processus d'industrialisation jusqu'à le rompre écarte toute conception mécaniciste de la transition socialiste dont nous n'avons que des représentations idéalistes et vulgaires" (20).

CONCLUSION

Il faut bien noter que cette lecture de l'industrialisation risque de faire évacuer, si l'on ne prend pas garde, les acquis de la décennie écoulée.

Ces acquis sont la mise en place d'une base productive large et diversifiée, la formation d'une classe ouvrière dont le niveau de conscience augmente avec son niveau de qualification.

Les préoccupations évoquées dans cette communication sont aussi le reflet de ces progrès réels. La consolidation de l'industrialisation passe aussi par un effort critique et un dépassement des aspects négatifs.

N O T E S

1. F. PERROUX, L'économie du XX^e siècle, P.U.F.
2. B. REAL, dans son étude "Economie et Nucléaire, les aspects économiques du débat nucléaire" aborde cette question des "surcoûts" de sécurité dans les centrales nucléaires et fait ressortir la difficulté de fixer un seuil aux investissements de sécurité (p. 179).
3. Nous renvoyons à notre communication au séminaire international sur l'engineering l'exploitation et la sécurité des bacs GNL, GPL, organisé par Sonatrach en septembre 1979 à Arzew : "Les Aspects Economiques de la Sécurité dans la Zone Industrielle d'Arzew" - M. MEKIDECHE.
4. La concentration sera encore plus forte dans la zone industrielle de Skikda (2 000 ha).
5. Cela doit être rapproché de la nouvelle réglementation américaine qui interdit la construction de deux unités de traitement d'hydrocarbures à moins de cinq (5) miles l'une de l'autre.
6. En Juin 1974, l'usine de GPL de FLIXBOROUGH en ANGLETERRE, a subi un incendie causant une perte de 100 millions de dollars.
La raison a été une rupture au niveau d'une manchette de by-pass temporaire, reliant deux réacteurs. Près de 2 000 habitations et bureaux ont subi des dégâts sur un rayon de 8 km. L'incendie a causé la mort de 28 personnes et a conduit les autorités anglaises à réviser la réglementation relative à la protection contre les incendies d'hydrocarbures.

. En Mai 1977, un feu s'est déclaré dans l'unité de séparation de gaz du réseau de collecte d'ABQAIQ (ARABIE SAOUDITE) exploité par l'ARAMCO. Les opérations de traitement de gaz ont été complètement arrêtées pendant plusieurs jours de même que celles relatives à l'exploitation du gisement de GHAWAR.

L'estimation officieuse des pertes en équipements et en revenus est de l'ordre de 300 millions de dollars.

. En Avril 1977, le complexe de GPL d'Umm Saïd au Qatar, a été détruit par une explosion et un incendie. La perte est de l'ordre de 300 millions de dollars.

7. La vulnérabilité, au plan militaire, n'est pas à sous estimer si l'on en croit les dernières menaces américaines d'intervention dans le golfe arabe et récemment encore celles de sabotage des installations pétrolières iraniennes.
8. Les fissures observées sur un bac de stockage à Abu Dahbi vont entraîner la location à demeure d'un méthanier de Gazocéan à titre de stockage tampon. La "rupture" d'un bac de GPL dans un complexe au Qatar en 1972 a occasionné la destruction de tout le complexe.
9. Le bac GNL de Montoir (France) a été "testé" par GDF pour résister à un choc d'un avion Fokker du fait de son implantation à proximité d'un aéroport.
10. Ceci pour pouvoir organiser l'assistance mutuelle, en cas de sinistre en assurant une interchangeabilité des équipements de sécurité des différents complexes.
11. Pour l'analyse des formes d'extraction de surplus à la faveur du développement du système productif des hydrocarbures, se reporter à la thèse de Mr. MEKIDECHE : Le secteur des hydrocarbures (1967 - 1979) - analyse de la contribution au projet de développement autonome de l'Algérie - Université des Sciences Sociales de Grenoble - Avril 1980.
12. Le parc de la SNTV d'Oran n'est plus en mesure de répondre aux besoins de transport de la zone industrielle d'Arzew et de ses chantiers sur l'axe Oran - Mostaganem (50 km).

13. Les ensembles résidentiels doivent être suffisamment loin pour être en dehors du "rayon de sécurité" et des nuisances et suffisamment prêts pour éviter les "longs trajets" (Au sujet des "rayons de sécurité" se reporter à la communication de Mr. MEKIDECHE sur les "aspects économiques de la sécurité" dans la zone industrielle d'Arzew - séminaire international sur l'engineering et l'exploitation des bacs GNL, GPL - Arzew spt. 1979.
14. Rapport sur les infrastructures socio-culturelles - groupe de planification infrastructures et environnement - document ronéotypé d'Avril 1978 - 55 pages.
15. C. PALLOIX : Travail et production F. Maspéro Paris 1970.
16. C. PALLOIX : Algérie : Industrialisation et financement - texte dactylographié - Janvier 1979.
17. Rapport général : Deuxième plan quadriennal p.95.
18. Travaux du 5ème Congrès de l'UGTA : la bataille de production et la productivité.
19. JUDET : Les conséquences sociales de l'industrialisation IREP - Octobre 1979.
Effectivement un certain nombre de projets sont gelés notamment dans le secteur des hydrocarbures en attendant les assises du prochain congrès du FLN consacré au plan quinquennal (Esemple : GNL 3).
20. C. PALLOIX : La formation de la classe ouvrière algérienne (1963 - 1979)
Un essai sur le développement du salariat - Communication au séminaire de l'Université libre d'Amsterdam "the internationalisation of class struggles".